

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SORTEZ DES FOSSILES

Ce document, publié en partenariat avec les Amis de la Terre France, fait partie d'une série de notes publiées par BankTrack, une ONG internationale qui suit de près les activités des banques et leurs impacts sur les populations et la planète. Plus d'informations sur les soutiens des banques au charbon sur le site, en anglais, www.coalbanks.org. Vous pouvez aussi contacter Yann Louvel à yann@banktrack.org et Lucie Pinson à lucie.pinson@amisdelaterre.org

MAI 2017

CLIMAT : APRÈS LE CHARBON, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DOIT S'ATTAQUER AUX AUTRES PROJETS FOSSILES

En novembre 2015, juste avant la COP21, Société Générale a fait valoir son engagement pour le climat en annonçant des mesures de désengagement du secteur du charbon. Mais un an et demi plus tard, force est de constater que la banque continue de soutenir des entreprises qui développent le charbon, et qu'elle n'a pris aucune mesure significative concernant les secteurs du pétrole et du gaz. Au contraire, Société Générale est même directement impliquée dans de nouveaux projets fossiles aux Etats-Unis.

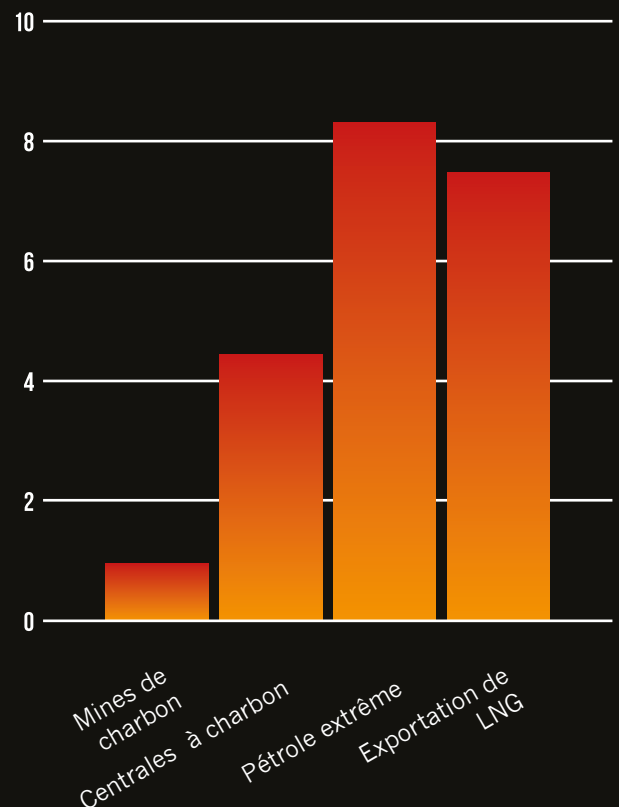
Ces projets sont pourtant totalement incompatibles avec la science climatique qui nous indique que pour rester sous l'objectif de l'Accord de Paris, de 1,5°C, et même pour celui de 2°C maximum de réchauffement de la planète, plus aucun projet fossile ne doit être réalisé dans le monde, dès maintenant. Il n'y a non seulement plus de place dans notre budget carbone pour les plus de 1000 nouvelles centrales à charbon encore prévues dans les années à venir, mais les énergies fossiles non conventionnelles comme les sables bitumineux ou les gaz de schiste sont les prochaines à devoir également rester inexploitées.

Société Générale s'est engagée à contribuer à l'objectif de la COP21 de limiter le réchauffement moyen supérieur de l'atmosphère terrestre à 2 degrés à l'horizon 2100. Elle doit donc impérativement prendre de nouvelles mesures pour respecter cet engagement, d'autant plus dans un contexte international où l'incertitude du retrait des Etats-Unis pèse sur l'Accord de Paris. C'est la seule solution pour ne pas se rendre complice des climato-sceptiques qui ont pris le pouvoir à Washington, et pour faire sa part dans la lutte mondiale contre les changements climatiques qui font déjà des millions de victimes à travers le monde, et aggravent les violations des droits humains et la corruption.

Concrètement, Société Générale doit d'ici la fin 2017 s'engager à arrêter tous les financements de projets fossiles, ainsi que les financements aux entreprises actives dans les énergies fossiles non conventionnelles. Après avoir été impliquée dans le scandale du Dakota Access Pipeline et la violation des droits de la tribu des Sioux de Standing Rock, c'est par une exclusion des projets d'infrastructures prévus dans les prochains mois en Amérique du Nord, comme les

terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié issu des gaz de schiste, ou les oléoducs de sables bitumineux canadiens, comme Keystone XL, que Société Générale doit commencer à tourner la page des énergies fossiles.

FINANCEMENTS DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (EN MILLIARDS DE DOLLARS, 2014-2016) A DES ENTREPRISES ACTIVES DANS :



Tous ces montants sont tirés du rapport 'Fossil Fuel Finance Report Card 2016', accessible sur cette page: www.ran.org/shorting_the_climate

MALGRÉ LES EFFORTS, IL RESTE ENCORE DU TRAVAIL POUR SORTIR VRAIMENT DU CHARBON

Société Générale a annoncé en octobre dernier la fin de ses financements de projets aux centrales à charbon, partout dans le monde, la faisant figurer dans le peloton de tête au niveau international sur ce sujet.

Celle-ci reste néanmoins empêtrée dans le scandale du projet de centrale à charbon de Punta Catalina, en République Dominicaine. Société Générale l'a en effet déjà financé à hauteur de 40 millions de dollars, mais le projet est pris depuis le début de l'année au milieu d'un scandale mondial de corruption impliquant l'entreprise brésilienne Odebrecht, qui doit construire la centrale. Il est temps que la banque se retire définitivement de ce projet si elle veut rester crédible.

Mais au-delà des financements de projets, il reste beaucoup à faire pour que Société Générale se désengage totalement du financement du secteur le plus climaticide des énergies fossiles. Car les financements de projets charbon directs ne représentent qu'une petite part de ces investissements, l'immense majorité étant octroyée par des prêts généraux et l'émission d'actions et d'obligations aux entreprises actives dans ce secteur.

Société Générale a bien adopté des critères d'analyse et d'exclusion pour ces entreprises, mais ils restent nettement insuffisants pour être vraiment efficaces. La banque n'exclut pas d'office par exemple les entreprises AES Corporation ou San Miguel Corporation, financées à hauteur de 266 millions de dollars par Société Générale ces trois dernières années. Elle pourra donc continuer à les soutenir malgré leurs nouveaux



"Annulez le contrat de Punta Catalina à Odebrecht. NON à la pollution et à la corruption." Photo : CNLCC

projets de centrales à charbon prévus aux Philippines, dans un pays déjà touché de plein fouet par les changements climatiques et à l'énorme potentiel d'énergies renouvelables. Plus près de nous, Société Générale pourrait soutenir la construction de nouvelles centrales à charbon au plein cœur de l'Union européenne via des financements à l'entreprise polonaise PGE qu'elle a financé à près de 400 millions de dollars depuis 2014.

Il est donc urgent qu'elle renforce ses critères d'exclusion, et arrête de financer toutes les entreprises qui prévoient de nouveaux projets charbon. Elle doit également arrêter de financer immédiatement les entreprises qui tirent plus de 30% de leurs revenus des mines de charbon, ou plus de 30% de leur production d'électricité à partir de charbon, et enfin toutes les entreprises qui produisent ou brûlent plus de 20 millions de tonnes de charbon par an.

L'URGENCE DU MOMENT : NE PAS SE RENDRE COMPLICE DE LA POLITIQUE ANTI-CLIMAT DE DONALD TRUMP AUX ETATS-UNIS

L'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche en novembre dernier a fait l'effet d'une bombe à l'échelle internationale dans la lutte contre les changements climatiques. Celui-ci menace de retirer la première puissance mondiale de l'Accord de Paris ou de ne pas appliquer ses engagements en matière de réduction de gaz à effet de serre.

Donald Trump n'a déjà pas perdu de temps pour démanteler les réglementations environnementales et faciliter l'expansion des énergies fossiles aux Etats-Unis... avec la complicité des banques françaises!

Dès son arrivée au pouvoir, il a relancé les très controversés Dakota Access Pipeline et Keystone XL, et pas moins de deux autres oléoducs de sables bitumineux et 40 terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié issu de l'exploitation des gaz de schiste attendent de recevoir les mêmes largesses.

Société Générale est déjà impliquée dans le scandale du Dakota Access Pipeline, contesté par les Sioux de Standing Rock en raison des menaces qu'il fait peser sur leur accès à l'eau et sur leur identité, et condamné au niveau mondial suite aux graves violations des droits humains dont les promoteurs sont responsables.

Les autres projets d'infrastructures prévus contiennent tous les mêmes risques et impacts inacceptables sur le climat, puisqu'ils impliquent plus de gaz de schiste et plus de sables bitumineux, mais aussi sur les droits des communautés locales et des peuples autochtones. Et ils comportent des risques de réputation pour toutes les banques s'en approchant.

Il est donc urgent que Société Générale tire toutes les leçons des erreurs commises avec le Dakota Access Pipeline et s'engage à ne financer aucun oléoduc ni aucun terminal méthanier dans le pays.



Manifestation à Standing Rock, photo: Rob Wilson

RIO GRANDE LNG : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EXPORTE LE CHAOS CLIMATIQUE

Société Générale doit d'ores et déjà se retirer d'un projet de terminal méthanier dans lequel elle est impliquée : le projet Rio Grande LNG, dans la vallée du même nom, au Texas.

NextDecade, l'entreprise américaine derrière ce projet, vient en effet d'annoncer début mai l'implication de la banque française qui doit organiser son financement. Construire ce terminal entraînera une augmentation de la fracturation hydraulique, une pratique interdite en France en raison de ses impacts lourds sur l'eau et la santé des populations et des émissions en aval supérieures à celles de vingt centrales à charbon. De plus, les risques pour des espèces protégées et la tribu Esto'k Gna laissent déjà entrevoir un nouveau Dakota Access Pipeline, à moins que Société Générale ne s'en retire.